

Planète Verte



Été 2014 **Planète Verte**
LE JOURNAL DE LA COMMISSION TRANSNATIONALE
D'EUROPE ÉCOLOGIE LES VERTS



Sommaire

Edito 3

Amérique latine 4

- Rencontre : Maxima Acuna de Chaupe, paysanne péruvienne
résistant au projet minier de Conga, Pérou

Europe 7

- De la crise Ukrainienne
- La politique migratoire de l'UE

Développement 13

- Quelle aide est réellement fournie aux Pays les Moins Avancés (PMA) ?

Moyen-Orient 14

- N'oublions pas le peuple syrien
- Réfugiés Syriens de Saint-Ouen, l'Etat doit prendre ses responsabilités
- Rencontre avec l'association Souria Houria (Syrie libre)
- Rencontre avec des représentant-es du camp palestinien de Yarmouk en Syrie

Palestine 24

- Solidarité en France avec la Palestine
- Pétition collective Abrogez la circulaire d'Alliot Marie pour la pénalisation des militants BDS
que EELV a signé



Journées d'été des écologistes

Bordeaux / 21, 22, 23 août 2014 26

- Ateliers de la Transnat aux Journées d'Eté

POUR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE, CHANGEONS, VITE, DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE !

La résistance des peuples amérindiens à l'exploitation minière ne faiblit pas, les employés d'Areva au Niger ont fait grève, des voix s'élèvent pour boycotter l'industrie extractive. En décembre 2015, la France accueille la Cop21. Et il se dit que Fabius, enfin convaincu des dangers du réchauffement climatique, s'en ferait l'écho dans toutes ses rencontres internationales. Tant mieux ! Mais à quoi servent ces mises en garde si rien n'est dit sur les causes des dérèglements ? En particulier, la ruée pour exploiter les ressources énergétiques ? Et si rien n'est fait pour limiter les appétits de nos multinationales un peu partout dans le monde ?

Actualité : le conflit BNP/Trésor américain. Occasion de rappeler que cette banque a été dénoncée par Oxfam ; en 2013, pour ses spéculations sur les matières 1ères agricoles, mettant en péril la sécurité alimentaire de nombreux pays. Des PMA, surtout, dont on apprend, un comble, qu'ils seront les oubliés de l'Aide au Développement. Heureusement, les Accords de Partenariat (sic) Economique (APE) proposés par l'UE à l'Afrique ont échoué. Refusés par le Nigeria, la Cedeao ¹ a suivi. Et les agriculteurs africains regroupés dans la ROPPA ², très mobilisés, ont applaudi. Ils avaient l'exemple des Colombiens, principalement paysans, en grève l'été 2013 pour protester contre les conséquences des Accords de Libre Echange (ALE), favorisant l'Agro-alimentaire, signés avec l'UE et les USA. ³

Ce ne sont plus des murs, mais une forteresse qu'il va falloir construire autour de l'espace Schengen pour empêcher les migrants de tout risquer pour échapper à la fatalité dans laquelle nous les enfermons. Cynisme ! Mépris ! Ce mépris qui « autorise » ensuite toutes les exactions. Et que dénonce l'article d'un béninois dans Courrier international s'étonnant de l'absence d'africains aux commémorations du Dday. Alors que tant d'entre eux ont laissé leur vie dans la lutte contre le nazisme.

Certes, aucun n'a débarqué ce 6 juin, mais aucun russe, pourtant invités, non plus...

Peut-être la présence de Poutine permettra-t-elle l'ébauche de discussions sur l'Ukraine. Conflit qui a suscité moult débats au sein de la Transnationale. Avec un point d'accord : il n'y aura pas de paix sans négociation. Et l'intégration à l'OTAN, que EELV a toujours critiqué, empirerait la situation.

L'UE a plaidé pour la démocratie, mais celle-ci ne se résume pas aux seules élections ; comme on peut le constater partout ⁴. Ainsi, après une révolte durement réprimée, les ukrainiens ont élu un milliardaire (propriétaire d'une chaîne de télévision, ça aide !), ancien ministre du dictateur renversé. Et si l'UE conditionne son ouverture et ses prêts à une politique d'austérité, comme elle le fait ailleurs, on peut craindre le pire. Car le dogme ultra-libéral, vraie religion économiste, règne en maître. Les experts de la Commission européenne ne viennent-ils pas de demander à la France de diminuer le Smic et les retraites, trop élevés, la Sécurité sociale, trop chère, etc ?

De discussions, il n'est pas question en Syrie où l'horreur est quotidienne. Et même si la solidarité s'essouffle, il faut continuer à soutenir les syriens. Comme les Palestiniens auxquels le gouvernement israélien fait payer victoires diplomatiques et gouvernement d'union.

C'est pour ne pas rester impuissants face à cet état du monde que nous animerons des ateliers, avec des partenaires du monde entier, aux Journées d'Eté d'EELV, à Bordeaux. Nous vous y attendons.

Françoise Alamartine
responsable de la commission Transnationale

¹ Communauté Économique du Développement des États de l'Afrique de l'Ouest

² Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest

³ Contre l'aggravation de leur conditions de vie suite à l'Accord de Libre Echange (ALE) signé en 2012 avec l'UE et les USA

⁴ Sans vouloir lancer la polémique sur le Brésil, champion es-inegalités, avant de l'être en foot.

Amérique latine

4

PÉROU : RENCONTRE D'EELV AVEC MAXIMA ACUÑA DE CHAUPE RÉSISTANTE AU PROJET MINIER DE CAJAMARCA



22 MAI 2014

Présents : Mme Maxima Acuña de Chaupe, sa fille Ysidora (également résistante au projet minier), Jean Puyade ((Comité de solidarité avec Cajamarca), Gerald Lebrun (Comité de

solidarité avec Cajamarca), Glevys Rondon (Latin American Mining Monitoring Programme)

Pour EELV : Marie Bové (déléguée à l'International), Gilles Seignan et David Santana (groupe Amérique latine de la Commission

Transnationale), Constantin Fedorovsky (assistant aux relations internationales).

Maxima Acuña et ses accompagnateurs nous présentent son combat. C'est une courageuse paysanne péruvienne qui possède une petite

Amérique latine

5

ferme à Tragadero Grande, près de Conga, dans la province de Cajamarca, à 3500 m d'altitude dans les Andes du Nord, à immédiate proximité du lieu choisi pour le méga-projet minier de Conga, le plus grand du Pérou, destiné à l'exploitation d'or et de cuivre. Confrontée aux violences de milices payées par la compagnie minière et de la police péruvienne (les autorités péruviennes soutiennent le projet) qui cherchent à l'exproprier, elle est devenue, par sa résistance, une figure de l'opposition au projet minier. Elle est désormais internationalement reconnue et vient d'être nommée « femme latino-américaine de l'année » par l'ULAM (association latino-américaine des Femmes) qui soutient, entre autres, son combat.

Le projet minier de Conga, est initié par la compagnie minière Yanacocha, conjointement détenue par la compagnie minière US Newmont (51,35 %), la compagnie minière péruvienne Buanaventura (43,65 %) et la Banque Mondiale (5 %). Ce projet minier est très néfaste pour l'environnement. En effet la mine à ciel ouvert qui couvrira 2000 hectares menace gravement l'écosystème hydrique de la région ainsi que l'accès à l'eau potable de ses habitants qui est partie intégrante des droits de l'Homme selon la résolution de l'Assemblée générale de l'ONU du 28 juillet 2010. Il doit en effet détruire 4 lacs d'altitude qui constituent une réserve d'eau essentielle pour les nappes phréatiques et les fleuves de la région. De surcroît, l'usage de cyanure dans la méthode d'extraction de l'or, déjà

utilisée par Yanacocha depuis 18 ans dans sa mine de Cajamarca, pollue le bassin hydrologique sans retombées économiques pour la population, qui reste une des plus pauvres du pays.

Pourtant, le projet minier de Conga est imposé avec une grande violence par l'Etat péruvien (l'actuel président Ollanta Humala, alors candidat, s'opposait au projet avant de changer d'avis une fois élu) aux populations autochtones. Alors qu'elles n'ont pas été consultées, que les autorités politiques locales avaient refusé le projet dès 2010, et qui manifestent quotidiennement depuis : organisation d'une « marche de l'Eau » qui a rassemblé en février 2010 des milliers d'opposants de Conga à Lima, grève générale en 2011, occupations du site. Ces manifestations sont durement réprimées par les autorités (qui ont parfois décrété l'état d'urgence). La police (direction des opérations spéciales de la police nationale = DINOES) a tué par balles 5 opposants pacifiques en juillet 2012, a emprisonné temporairement des leaders du mouvement (comme Marco Araña, le leader du nouveau parti écologiste « Tierra y Libertad », très actif dans la mobilisation), harcèle et brutalise au quotidien les petits propriétaires qui résistent. Le but est de faire place nette pour la mine par la terreur.

En août 2011, Maxima et sa fille ont été tabassées jusqu'à ce qu'elles s'évanouissent, son fils est resté prostré 6 mois, sa plainte a été classée sans suite.

Elles reçoivent des menaces de mort, des intimidations, des tentatives d'expulsion assorties de destruction de leur ferme (brûlée), de leurs champs et de leurs animaux.

Le 3 janvier 2013, 60 agents de la DINOES ont détruit un camp dressé par des personnes qui soutiennent la famille, les « ronderos ». Le 4 février 2014, 18 agents ont interrompu son travail et ont tenté de l'expulser, ne cédant qu'en la voyant téléphoner à la radio locale. La compagnie minière, qui prétend avoir acheté leurs terres, a gagné un premier procès en octobre 2012, un verdict déclaré nul en appel, en août 2013. En fait, la famille a pu produire ses titres de propriété datant de 1994. Mais Yanacocha lui intente un nouveau procès, le 20 juin, et la justice péruvienne est très sensible aux pressions.

Maxima et sa fille racontent avec beaucoup d'émotion leurs souffrances physiques et morales, la persécution et l'état de tension et d'angoisse qu'elles subissent. Elles ont besoin de protection car les « ronderos », cette milice paysanne d'auto-défense, ne passent chez elle qu'une fois par mois et elles sont à la merci de la police et des milices de Yanacocha le reste du temps.

UNE PRESSION INTERNATIONALE DÉCISIVE

Dans ce contexte, une pression internationale sur les autorités péruviennes est décisive pour la vie

Amérique latine

6

et l'intégrité physique ainsi que pour le respect des droits juridiques de Maxima et des autres familles résistantes. Le Pape François a accepté, il y a environ 6 mois, de porter un T-shirt « Conga no va », ce qui est un appui déterminant qui a beaucoup circulé sur les réseaux sociaux. Le 5 mai 2014, la Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme (CIDH) a demandé au gouvernement péruvien de prendre des mesures de protection pour la famille de Maxima et 48 dirigeants paysans et opposants au projet de la région. Amnesty International s'est manifestée en sa faveur. L'UE n'est pas encore intervenue alors que l'accord de libre-échange qu'elle a conclu avec le Pérou et la Colombie inclut une clause de respect des droits humains¹.

Il y a, en France, un collectif d'organisations solidaires de la lutte de Maxima, avec, notamment, le CCFD-Terre Solidaire, la Confédération paysanne, le MRAP, Solidaires, France-Libertés, France-Amérique Latine (FAL) qui organise une « Campagne pour ne pas laisser Maxima seule face à la multinationale minière ». Celle-ci publie une pétition², va éditer une carte postale à adresser aux autorités péruviennes auxquelles elle lance un appel afin qu'elles prennent des mesures de protection de Maxima et des autres opposants locaux et qu'elles assurent un procès juste et équitable, le 20 juin, respectant les droits de la défense de Maxima face à la multinationale. Cet appel demande aussi à l'ambassadeur de France à Lima de veiller à la

sécurité de Maxima et au bon déroulement du procès, notamment en y assistant.

D'autres observateurs internationaux seraient les bienvenus. Ainsi, la sénatrice PCF, Laurence Cohen, a envoyé une lettre aux autorités péruviennes et visitera même Maxima à Conga en août. La députée (Front de Gauche) Jacqueline Fraise compte aussi écrire au président péruvien.

Jean Puyade s'indigne que la Conférence internationale pour le climat (COP20) puisse se tenir en décembre 2014 à Lima, en prélude à celle de Paris en 2015 (COP21) sous les auspices d'un gouvernement qui autorise le désastre environnemental et humain de Conga. Il indique que la lutte « Conga no va » va désormais s'inscrire dans le processus préparatoire de ces conférences.

SOUTIEN PERMANENT D'EELV AUX PEUPLES RÉSISTANT À L'INDUSTRIE EXTRACTIVE

Marie Bové assure Maxima, sa fille et ses accompagnateurs du plein soutien d'EELV et rappelle le combat d'EELV pour l'établissement légal de la responsabilité sociale et environnementale des entreprises, particulièrement en matière d'activités extractives dont les impacts sont particulièrement nocifs.

Gilles Seignan illustre le soutien d'EELV aux victimes des multi-

nationales en rappelant soutien à la lutte du collectif Guatemala contre l'entreprise française Perenco et à l'Etat Équatorien, dont l'ambassadeur a reçu récemment une délégation d'EELV, dans son conflit avec Chevron (ce major pétrolier refusant de payer l'amende à laquelle elle a été condamnée pour les dégâts causés par son extraction pétrolière dans ce pays). Il rappelle qu'EELV a publié des communiqués de soutien à la lutte contre le projet minier de Conga³ et que Catherine Grèze, en tant que députée européenne, a été en pointe sur ce dossier. Gilles et David indiquent qu'EELV, et si possible des parlementaires (particulièrement Sergio Coronado, Noël Mamère...), enverront des lettres aux autorités péruviennes et à l'ambassadeur de France à Lima avec les mêmes demandes de protection et de procès juste et équitable.

Compte rendu
de Constantin Fedorovsky

¹ La délégation d'eurodéputé-es partie vérifier cette clause en est revenue très sceptique.

Nos députés européens pourraient reprendre cette critique.

² EELV pourrait la relayer sur son site

³ Des articles sont sur le site de la Transnat. Des rencontres avec la déléguée de Tierra et Libertad en France, puis Marco Arana, de passage à Paris, ont eu lieu. Des eurodéputé-es ont financé le voyage d'un représentant indien au Forum Social de Tunis.

Noël Mamère a posé une question parlementaire sur la répression et l'aide policière française

DE LA CRISE UKRAINIENNE



Conférence sur l'Ukraine avec la Russie, l'Union Européenne, les Etats-Unis et le représentant légal de l'Ukraine le 17 avril 2014

Par le Traité de Budapest de 1994, l'Ukraine a accepté son désarmement nucléaire en contrepartie de son intégrité territoriale et de son indépendance. Ce traité est garanti par les Etats-Unis, le Royaume-Uni, mais également la Russie. La remise en cause brutale et unilatérale de ce traité par la Fédération de Russie est inacceptable. Cet acte rompt un équilibre fondé sur le principe de la dénucléarisation des nouveaux Etats issus de l'ancienne Union Soviétique en contrepartie de la reconnaissance mutuelle de leur indépendance et de leur intégrité territoriale. La Russie, par ses

organes officiels, par son président même, objecte actuellement au droit international, issu de ce traité, une légitimité historique. L'action de la Russie déstabilise le cadre de paix européen qui repose sur le renoncement à la violence. Il s'agit d'une violation de la Charte des Nations Unies par un membre du Conseil de sécurité. Le droit international est remplacé par la loi du plus fort.

Par conséquent, Europe Écologie-Les Verts condamne l'attitude agressive du président russe Vladimir Poutine envers l'Ukraine depuis que la mobilisation ma-

ajoritairement pro-démocratique des citoyens ukrainiens eût conduit son allié, l'ex-président Viktor Ianoukovitch, à quitter le pouvoir le 22 février 2014 après une répression sanglante. Le Président russe est manifestement effrayé par la perspective de voir une Ukraine plus démocratique s'installer à ses portes, car elle pourrait avoir une influence contagieuse en Russie et remettre en cause son pouvoir autoritaire, largement corrompu.

Vladimir Poutine avait déjà pu tester en Syrie l'inertie et la pusillanimité de l'Occident. Il a pu les vérifier en procédant à l'in-

Europe

8

vasion par ses troupes, puis à l'annexion, de la Crimée, qui a suivi le simulacre de référendum organisé dans cette république autonome d'Ukraine en mars 2014. Les sanctions des Etats-Unis et de l'Union Européenne ayant été insuffisantes

POUR UNE SOLUTION NÉGOCIÉE ET UNE UKRAINE DÉMILITARISÉE

Face à la crise actuelle, et fidèle à son principe de résolution pacifique des conflits, Europe Ecologie-Les Verts se prononce pour un règlement négocié en Ukraine. Le spectre de la guerre civile et d'une intervention étrangère doit être repoussé par tous les participants à cette négociation.

La situation ukrainienne est préoccupante au plus haut point. Les menées de soldats sans insignes, les provocations de la « 5e colonne russe », la concentration de troupes russes aux frontières de l'Ukraine et les discours mensongers et bellicistes des organes officiels russes font peser une menace de guerre civile et d'ingérence militaire étrangère en Ukraine. Il n'est pas acceptable qu'un Etat exerce des pressions par la force sur un autre Etat souverain et entrave le processus de rétablissement d'une gouvernance politique légitime et démocratique.

Les peuples sont acteurs de leur histoire, il appartient aux citoyens ukrainiens dans toutes leurs composantes et à eux seuls de trou-

ver leur équilibre politique. Vladimir Poutine prétend que l'équilibre ukrainien soit fragile. Un équilibre précaire, qui peut être aisément remis en question par des éléments étrangers et par des manipulations politiques habiles à renforcer des dissensions. Les élections démocratiques permettent d'aller au-delà de cet équilibre dit instable.

Europe Ecologie-Les Verts recommande la bonne tenue, sans entraves extérieures, de l'élection présidentielle, mais également la tenue rapide d'élections législatives, dans le cadre du régime parlementaire issu de la négociation après la Révolution orange et inscrite dans la constitution de 2004. Elles permettront à toutes les sensibilités d'être rapidement représentées, y compris les citoyens ukrainiens qui ont pu prendre quelques distances avec le mouvement de Maïdan, tel qu'il a pu s'exprimer. Le vide institutionnel doit être vite comblé, et l'élection présidentielle en sera le premier pas. Europe Ecologie-Les Verts soutient le Parti Vert d'Ukraine (Партія Зелених України / Партия Зеленых Украины) dans cet effort.

Europe Ecologie-Les Verts salue l'accord de Genève signé par la Russie, l'Union Européenne, les Etats-Unis et le représentant légal de l'Ukraine le 17 avril 2014 qui constitue une première étape dans le règlement négocié de la situation ukrainienne. Les participants, qui aiment s'en réclamer, ne doivent pas dénaturer l'accord, mais au contraire chercher à

l'appliquer de manière sincère. Europe Ecologie-Les Verts défend une démarche de désescalade du conflit, de désarmement des milices pro-russes, soutenues par la Russie, qui agitent l'Est de l'Ukraine, mais également de neutralisation des nationalistes de toutes parts et le désarmement des bandes armées qui alimentent les tensions en Ukraine. La désescalade doit aussi être militaire tant du côté russe que du côté de l'OTAN. Dans l'intérêt d'une solution pacifique, l'Ukraine devrait faire partie d'une zone démilitarisée.

POUR UN PARTENARIAT ÉQUITABLE, NE PAS RECRÉER LA « GUERRE FROIDE »

La situation économique de l'Ukraine est fortement préoccupante. L'Etat ukrainien, par un cumul de déficits de plusieurs natures dû à la dictature de la-noukovitch et de sa corruption, est menacé par une faillite. L'Union européenne se doit d'apporter une aide financière à la hauteur de l'enjeu dans le cadre d'un plan international. Des réformes seront sans doute nécessaires et doivent être accompagnées par l'Union européenne, qui aura à quitter le dogme de l'austérité et qui prendra en compte la dimension sociale sans laquelle les citoyens ukrainiens ne pourront les accepter.

C'est aussi l'occasion de promouvoir un partenariat avec et entre les pays de l'Europe orien-

tale, sans exclusive. Il s'agit aussi de dépasser les tiraillements que connaissent les Etats situés entre les sphères géopolitiques de l'Union européenne et celle de la Russie, par leur appartenance fondamentalement européenne, leur volonté de participer au pôle de stabilité de l'Europe, leur volonté d'accéder à une plus grande prospérité et de renforcer leur liens historiques, économiques et humains de part et d'autre. Afin de ne pas briser ces liens multiples, il convient de chercher un nouvel équilibre renforçant les coopérations déjà existantes sur l'ensemble du continent.

L'Union Européenne, par sa politique de voisinage à l'Est, doit continuer d'œuvrer au renforcement des institutions politiques et au rétablissement économique

de ses voisins immédiats, gage de prospérité et de paix sur le continent européen. Ces objectifs du partenariat oriental doivent être poursuivis tout en prenant en compte des objectifs de développement écologiquement soutenable et socialement équitable. Parmi ces objectifs, l'Union Européenne se doit de continuer et de renforcer la promotion du respect des droits humains et des procédures démocratiques avec ses partenaires. Ces objectifs méritent d'être également partagés par l'ensemble des Etats européens, y compris par les citoyens des pays concernés. Il s'agit là d'une oeuvre politique plus que d'une procédure technique.

Toutefois, ce partenariat ne peut exclure la Russie. La Russie et

les membres de l'Union européenne sont d'ores et déjà engagés dans des coopérations économiques et des échanges dans plusieurs dimensions. La coopération dans le domaine spatial en est un exemple réussi. Il convient que ce soient les civils qui jettent des ponts entre Russie et pays membres de l'Union européenne et non les militaires.

Jean Marc Denjean,
groupe Défense,

Françoise Diehlman,
Anne Rio,
Bureau de la Commission
Transnationale

Le 25 mai dernier, les élections ont porté, au pouvoir un oligarque, « roi du chocolat », ancien ministre du dictateur

LA POLITIQUE MIGRATOIRE DE L'UNION EUROPÉENNE

Lampedusa est devenu le cimetière méditerranéen. Face à ces milliers de morts qui viennent se noyer à nos frontières, on ne peut qu'avoir un sentiment de honte et de révolte.

Cette réalité met à mal les discours trop angéliques sur l'Europe de la paix. Et sur notre prétention à nous proclamer pays développés et civilisés !

Ce n'est pas mieux lorsque les migrants parviennent jusqu'à nos côtes. L'accueil est souvent détestable; les lois, leurs droits ne sont même pas respectés.

C'est pourquoi EELV a toujours été partie prenante des combats pour la dignité, la liberté de circulation, la régularisation des sans papiers. Les eurodéputés se sont toujours prononcés dans

ce sens là et ont toujours proposé des mesures qui puissent en finir avec l'Europe forteresse. Notre programme prône évidemment une politique bien différente de celle de l'UE .

Il serait un peu long et rébarbatif d'énumérer nos propositions. On peut les trouver développées sur notre site...



Europe

10

Je n'en citerai que les principales

- Ouverture de voies légales de migrations
- Accueil réel (formation, logement, etc)
- Suppression de la rétention .
- Suppression de Frontex : organisme transnational qui s'occupe de contrôler les entrées dans l'espace Schengen, mais privilégie l'activité répressive et se caractérise par un manque de respect des droits fondamentaux.
- Suppression d'Eurodac(fichier d'empreintes digitales) et de Dublin II (obligation de demander l'asile dans le seul pays d'entrée dans l'UE).
- Etc

Mais si ces mesures d'urgence sont indispensables, il est nécessaire de les compléter par une réflexion sur la politique économique de l'UE. En grande par-

elle ne peut qu'être inefficace.

Comment peut-on résoudre les « flux migratoires » si l'on ne pose pas la question conjointe du développement ? Migrer dans les conditions dramatiques que nous connaissons, est un choix terrible que l'on ne fait pas de gaieté de cœur : si le choix d'avoir une vie correcte dans leur pays leur était proposé, prendraient-ils ces risques ?

Non, évidemment. Or la politique extérieure de l'UE est en partie responsable de l'état de délabrement de leur pays d'origine.

En effet, les accords qu'elle veut imposer aux pays ACP (Afrique Caraïbes, Asie) exigent l'ouverture de leurs frontières aux exportations européennes, même dans le domaine agricole. Accords qui n'ont de « partenariat » que le nom, puisqu'ils s'ac-

compagnent trop souvent de négociations globales aient abouti. Les menaces de retirer l'accès préférentiel au marché européen, en particulier de la banane; voire de baisser drastiquement l'aide au développement, ont été très convaincantes.

Les négociations générales entre UE et Afrique qui se sont achevées en Avril se sont, heureusement, terminées sur un échec, grâce à la résistance du Nigeria (cet Accord de Partenariat Economique négocié en février entre l'UE et la Cedeao vient d'être remis en question) . Pour l'instant!

Mais cette politique économique agressive non seulement empêche tout développement auto-centré, et inter-régional, mais ruine bien entendu l'agriculture vivrière.

On se souvient du poulet Doux...exporté en grande quantité à des prix concurrençant tout l'élevage local ou de l'exportation systématique de blé ruinant les céréales locales.

Si ces accord devaient être signés, que deviendraient les petits paysans (les ruraux sont encore 70% en Afrique) ?

Ils rejoindraient les bidonvilles en extension et les candidats à l'immigration !

Les textes protecteurs des droits humains qui existent au niveau mondial ou européen ne pèsent pas lourd face à la crise de nos économies.



tie responsable du phénomène migratoire.

En effet, non seulement la politique répressive de l'UE est scandaleuse, inhumaine, mais en plus

compagnent trop souvent de chantage.

Ainsi, des accords bilatéraux ont été signés avec la Côte d'Ivoire et le Ghana, bien avant que les

La croissance à 2 chiffres de certains pays africains qui entraîne une relative augmentation des classes moyennes (ce qui ne diminue pas la pauvreté mais augmente les inégalités), est une aubaine pour nos entreprises en mal de marché.

Et avec la raréfaction des ressources, la montée de la demande des pays émergents, l'exploitation traditionnelle du continent le plus pauvre, mais le plus riche en ressources naturelles, s'accroît.

Avec l'accélération de la mondialisation et de l'utilisation à outrance des minerais rares dans notre environnement (coltan, titane, lithium, etc), la « malédiction des ressources » n'est pas prêt de cesser.

L'exemple bien connu de l'uranium du Niger, où Areva est installé depuis 50 ans, est éclairant. On aurait pu imaginer que la rente versée par notre société nationale pendant ce demi siècle aurait permis un développement du pays . Il n'en est rien. Ce que l'entreprise a développé , ce sont les maladies liées à l'uranium (non soignées), la pollution du fleuve, un environnement, une agriculture ruinés, une vie quotidienne dégradée, des infrastructures détruites par les transports. D'ailleurs, si l'uranium couvre 70% de la production du Niger, il ne compte que pour 6% du PIB.

Cela n'empêche pas Areva de refuser une augmentation des taxes, et des salaires, sous pré-

texte de baisse de la demande et de concurrence (qu'elle a elle même été chercher, bien sûr, en Mongolie).

Le Niger n'est pas près de sortir du peloton de queue pour l'IDH.

Aujourd'hui, l'insécurité alimentaire touche 4 de ses 17 millions d'habitants. S'ajoute au déficit des récoltes, l'afflux de réfugiés maliens et nigériens.

La sécheresse du Sahel est récurrente, mais l'on sait aussi qu'elle n'est pas seulement due aux aléas climatiques mais au type 'agriculture mis en place dans les années 60/70 (et à la misère poussant les populations à la déforestation).

Le dérèglement climatique ajoute certainement aux problèmes liés aux conflits et au mal-développement (dénoncé en son temps par R Dumont). Bien avant, pourtant, que la politique du FMI ait fait des ravages, détruisant les sociétés, ruinant les économies post coloniales, délégitimant les états par ses politiques « d'ajustement structurel », (ancêtre des politiques d'austérité à l'œuvre en Europe).

On le sait, on trouverait la même situation avec le pétrole ou les diamants, au Congo, dans la région des Kivus, etc. Partout où les richesses attisent les convoitises, provoquant violences, conflits, trafics en tout genre, guerres, pour le plus grand bonheur des marchands d'armes.

Si l'on ajoute l'accaparement des terres qui sévit au Mali, comme

un peu partout en Afrique, on comprend que toutes les mesures coercitives ne pourront jamais empêcher les volontés de survie de migrants. Et ce ne sont pas les 2 milliards de nouvelles technologies vendues à Frontex (par les mêmes marchands cités ci-dessus, ou leurs cousins) qui les arrêteront. (L'industrie d'armement est souvent un bon moyen de relancer une croissance en berne).

IL EST DONC ABSURDE DE SÉPARER MIGRATION ET DÉVELOPPEMENT

Mais tellement mieux de l'oublier afin de cacher les énormes intérêts économiques qui sont en jeu, dans les pays d'origine et ici même. Les travailleurs sans papiers fournissent une main d'œuvre docile (pas toujours, heureusement), sans droit, exploitable à merci....

Et puis on ne peut ignorer l'instrumentalisation de l'immigration. Car en période de crise, on le sait, désigner un bouc émissaire est une méthode fort pratique pour détourner l'attention des vraies responsabilités et occulter toute analyse de fond.

C'est le credo de l'extrême droite, française et européenne et c'est au centre du programme que ces partis unis se promettent d'appliquer au parlement européen.

Malheureusement, même si c'est de façon moins virulente, on voit

Europe

12



bien que la dénonciation bien commode de l'étranger n'est pas l'apanage des partis extrémistes...

Il faut donc arrêter l'hypocrisie qui domine sur ce sujet. Arrêter de vouloir transformer l'Union Européenne en forteresse assiégée. En chargeant les pays limitrophes, comble du cynisme, de faire la police pour nous « protéger ». Des camps de rétention y ont été installés, comme en Mauritanie, Algérie... En Libye, dont on sait que sa « police des frontières » torture, voire pire. Le Maroc, qui a érigé un mur de barbelés dans le désert du Sahara ...Et qui, en 2013, comme la Tunisie en 2014, a signé un

accord pour ce faire, en échange de ... ? Chantage, là encore, pressions...

Et lorsque cela ne suffit pas, la Méditerranée devient parfois leur cimetière.

ALORS, OUI IL FAUT DES MESURES D'URGENCE, À COURT ET MOYEN TERME, QUI LIENT MIGRATION ET DÉVELOPPEMENT

- Comme instaurer une Responsabilité Sociale des Entreprises au niveau européen, qui ne soit pas que financière et que préconisation;
- Comme négocier des accords de coopération et de solidarité et non des APE, protégeant marchés locaux et souveraineté alimentaire;
- Comme travailler avec les ONG locales, les associations rurales, féminines et les syndicats dont les syndicats agricoles;
- Comme utiliser la Taxe sur les Transactions Financières (spéculation principalement) comme c'était prévu : 60 milliards

pour l'aide au développement , :

- Comme favoriser des projets élaborés par les populations elles-mêmes, favorisant l'activité locale et non les entreprises européennes.

MAIS C'EST UN CHANGEMENT PROFOND DE NOTRE MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT QUI EST NÉCESSAIRE

On ne calmera pas les ardeurs assassines de l'industrie extractive si l'on ne favorise pas une transition énergétique (diminution des énergies fossiles).

On ne pourra maintenir une agriculture vivrière (que défend même le FMI aujourd'hui) sans changer profondément notre agriculture, la PAC et ses subventions.

On ne pourra éviter la catastrophe climatique sans relocalisation, ici et là-bas.

On ne peut réinstaurer des échanges équitables qu'à travers une transition écologique qui remette en question notre mode de production, ce que nous produisons, comment, et notre mode de consommation.

Françoise Alamartine
Mai 2014
Intervention publique,
Pézenas,
élections européennes
Sud Ouest



QUELLE AIDE EST RÉELLEMENT FOURNIE AUX PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA) ?

Sur 10 milliards d'Aide Publique au Développement par an (dons, dépenses et prêts nets), l'effort budgétaire réel est de 6,5 milliards d'euros exactement (pour autant que l'opacité soit un peu levée par Ernst et Young dans son Bilan évaluatif).

Les prêts nets (aux pays émergents et néo-émergents) et annulations de dettes déclarés en APD avoisinent 3,3 milliards (comprenant l'apport Coopération Technique de 65 millions et la taxe Iffim¹). On annule ainsi les dettes militaires et privées de l'Irak, de l'Afghanistan et, dernièrement, de Côte d'Ivoire. Total = 9,8 milliards d'APD, par an (statistiques 2010).

Une partie des 6,5 milliards vient "bonifier" les prêts aux pays au revenu intermédiaire et aux pays émergents (puisque l'on ne prête plus aux PMA, non solvables, qui, par ailleurs, ont de moins en moins de dons : on appelle ça l'effet de ciseau... Qu'ils se débrouillent pour payer leurs infrastructures et leur développement durable, pourtant urgents contre la misère et le ressentiment globalisés. Nous préférons dépenser entre 400 millions et 1

milliard dans la "pacification." du Mali (et, bientôt, plus pour pacifier en permanence le Sahel d'Ouest en Est ?).

On comptabilise entre 300 à 800 millions d'euros par an, en croissance. C'est plus fun et facile de prêter à la Colombie et à la Chine (qui ont, pourtant, accès aux marchés financiers) et ça peut rapporter gros, en prétendant oeuvrer pour les biens publics mondiaux., les barrages, etc., au lieu de la sécurité alimentaire, ou la paix.

Une autre partie paye de l'expertise pour « placer » nos entreprises dans ces mêmes pays. Une autre partie encore paye des bourses, massivement, aux étudiants des mêmes (Chine en tête, cherchez le Niger), des labos, des échanges universitaires. Une partie part vers "défense et sécurité"(eh oui), probablement des programmes civilo-militaires (l'AFD fait ça en Afghanistan: 20 millions d'euros en 2010, plus que toute l'APD aux PMA subsahariens pour leur secteur rural). On sait qu'une partie sert aussi aux frais d'"accueil" des réfugiés et aux frais salariaux du MAE et des ambassades (et des lycées français).

Bien évidemment, une part n'est pas bilatérale : 40% environ, moitié UE (une moitié semblant être effectuée sous forme de dons) et moitié multilatérale (ONU, Bird, banques.). Dont la cible PMA mériterait d'être analysée.

J'oubliais aussi que le Trésor français a encaissé entre 800 millions et milliard d'euros de résultat net de l'Afd en dix ans. Même si la source se tarit ; la trésorerie fondant avec sa diversification tout azimut et le bénéfice sur prêts aux pays émergents, prétexte à la diversification, étant, de fait, maigre.

Bref, entre 150 Millions de dons clairement ciblés PMA (subsahariens francophones sauf le Ghana, non PMA) et 6,5 MILLIARDS de dépenses budgétaires totales, il y aurait de la marge, poste par poste, pour redéployer vers les PMA ... y compris en convertissant les bonifications de prêts aux Pays en Développement (PED), riches, en subventions aux PMA... Y compris même en reconsidérant l'interdit des prêts aux PMA alors que l'emprunt entre Etats est leur seul accès aux marchés et que les infrastructures durables ►

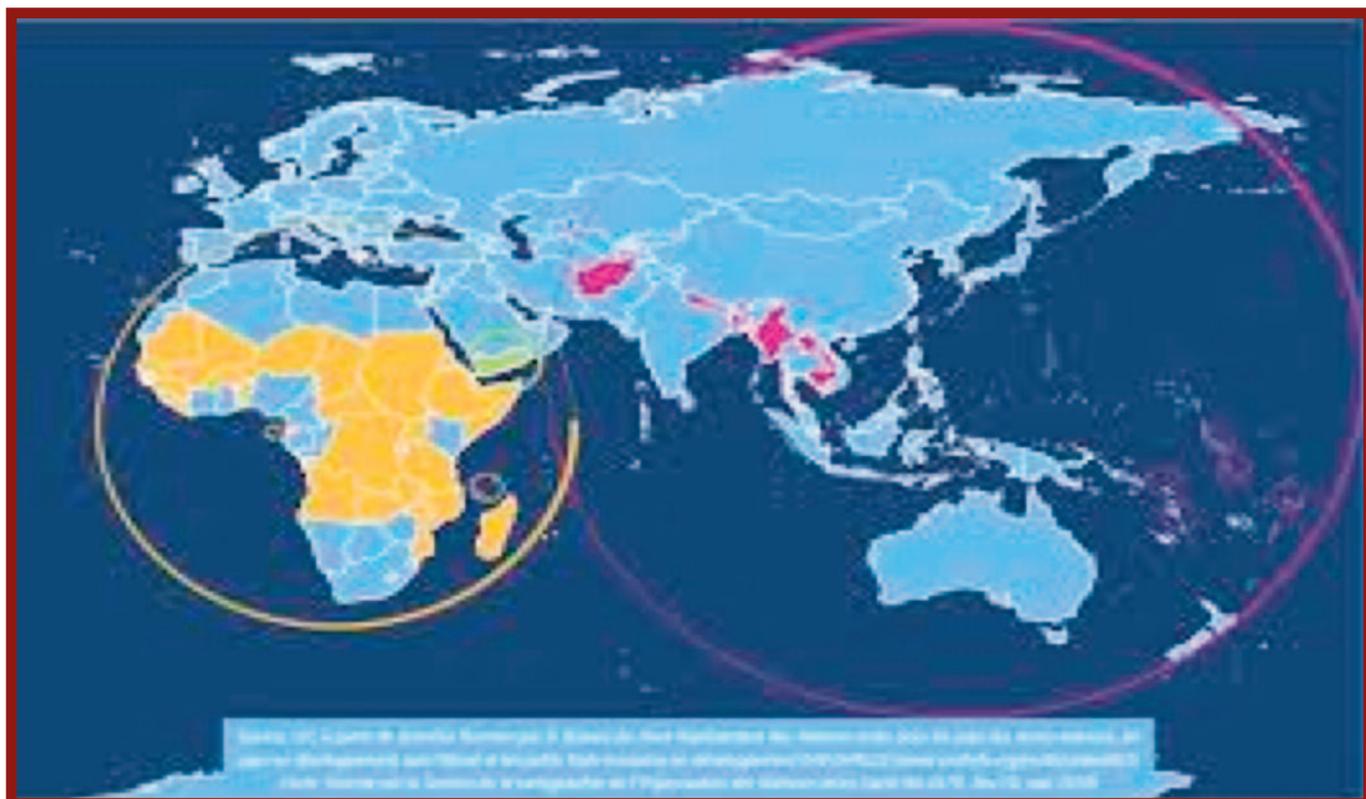
Développement

14

(cf : centrales solaire.) et les programmes à l'échelle coutent chers. D ailleurs, le tabou Fmi-Trésor a été levé pour le Mali à la conférence de Bruxelles, quand on a promis 3,4 milliards en 2 ans (y compris en ayant l'arrière pensée que nous préférons prêter a des insolubles plutôt que dresser des miradors et pacifier l'au-delà des murs,) et y compris en ayant l arrière pensée inavouable que même, cela reste des marchés privilégiés, francophones).

Christine Surdon
Co-Responsable
du groupe CoopDév
de la Commission
Transnationale

*1 Facilité Internationale pour le
Financement de la vaccination
(IFFIm), un mécanisme de
préfinancement massif garanti
à partir d'emprunts.*



N'OUBLIONS PAS LE PEUPLE SYRIEN !

Plus de trois ans déjà que Bachar-el-Assad mène une guerre acharnée contre ceux qui combattent pour la liberté et la démocratie. Mais le dictateur et criminel de guerre qui a déjà à son actif 150.000 morts, 6, 5 millions de déplacés dont plus de deux millions et demi des réfugiés, franchit la « ligne rouge du cynisme » avec l'organisation des élections présidentielles qui se sont tenues le 3 juin dernier sur les territoires qu'il contrôle, prétendant acquérir une quelconque légitimité et visant à fermer tout processus

de transition qui pourrait suivre. Dénoncées comme une « farce électorale » par l'opposition syrienne et par presque l'ensemble de la communauté internationale, hormis ses alliés inconditionnels russes et iraniens. Le Nations Unies considèrent que « cette élection est incompatible avec l'esprit et la lettre du communiqué de Genève ». Le résultat « officiel » de l'élection, connu d'avance, est de 88,7% pour Assad...

Mais rien n'arrête ce régime, les attaques chimiques contre les

populations civiles reviennent avec les largages de bidons de chlore et autres composantes bien connues et interdites par les conventions internationales après l'expérience de la première guerre mondiale. Se sont les populations civiles dans les zones tenues par l'opposition démocratique leur première cible. Une nouvelle mission d'étude de l'OIAC (organisation pour l'interdiction des armes chimiques) se met en place.....

Communiqué EELV
Juin 2014

RÉFUGIÉS SYRIENS DE SAINT-OUEN : L'ETAT DOIT PRENDRE SES RESPONSABILITÉS



Plus de 160 réfugiés Syriens campent à Saint Ouen dans des conditions indignes et doivent compter sur la solidarité d'associations et de riverains. Le campement du square de Saint Ouen rue Suzanne Valadon compte environ 165 personnes dont 82 enfants et 3 femmes enceintes et certains qui errent sur les routes depuis deux ans, mais jusqu'ici la mairie et la préfecture n'ont même pas installé de toilettes de chantier. Un appel à solidarité a été lancé : tentes, matelas, couvertures, couches pour enfants, et aide financière pour payer des chambres d'hôtel. Mais la solidarité ne peut pallier la carence des services de l'Etat. EELV s'alarme de la dégradation de la situation de ces réfugiés et appelle l'Etat à prendre ses responsabilités : le préfet doit réquisitionner un lieu d'accueil d'urgence pour que ces personnes puissent ne pas dormir à la rue en attendant que leur demande d'asile soit examinée. La France n'est pas à la hauteur de la situation en matière d'accueil des réfugiés Syriens, contrairement aux demandes répétées de l'ONU. Alors que le nombre de réfugiés atteint les 2 millions, pour l'essentiel au Liban, en Jordanie, en Turquie ou en Irak, que la Suède leur accorde systématiquement l'asile, que l'Allemagne a promis d'en accueillir 10.000, la France a promis d'en accueillir... 500.

Julien Bayou et Sandrine Rousseau, porte-parole nationaux



RENCONTRE AVEC L'ASSOCIATION SOURIA HOURIA (SYRIE LIBRE) ET LA COMMISSION TRANSNATIONALE D'EELV

7 avril 2014

Pour Souria Houria :

Hala Kodmani,

Rafif Rifai

Pour EELV :

Françoise Alamartine,

Cécilia Joxe,

Marie-Pierre Marchand,

Abdesselam Kleiche,

Leila Aïchi,

Constantin Fedorovsky,

Benjamin Bibas,

Jean-Marc Brulé,

Gilles Seignan,

Denis Vène,

Jacques Berthelot,

Pierre-Nadir Doumandji,

Frederic Maintenant,

Françoise Dielmann,

Françoise Hoffet,

Gilles Seignan,

Anne d'Ambra

(et par téléphone :

Gérard Levy)

Marie Pierre Marchand et Cécilia Joxe du groupe Syrie présentent Mme Hala KODMANI, présidente de l'association « Souria Houria » et journaliste. Elle a effectué de nombreux reportages sur le conflit en Syrie notamment pour France

24 et Libération, qui lui ont valu en décembre 2013 le prix de la presse diplomatique. Est également présente Mme Rafif RIFAI, membre de Souria Houria. EELV a soutenu « Souria Houria » en maintes occasions depuis sa création en 2011, notamment lors de manifestations ou de son initiative « Un train pour la Syrie » (déc. 2011).

L'angle de cette rencontre est d'échanger avec Mme Kodmani sur le type d'action de solidarité politique et humanitaire concrète qu'EELV peut apporter au peuple syrien, comme l'avait souhaité la motion « Syrie, urgence d'agir » votée au Conseil fédéral EELV de septembre 2013. Suite à cette motion le secrétaire national et la déléguée à l'International d'EELV avaient demandé aux élus d'EELV d'agir pour mobiliser le soutien au peuple syrien et mettre en place des actions de solidarité concrète. Des initiatives ont déjà été prises par certains élus, comme par exemple, un vœu de la ville de Paris



en novembre dernier pour une aide aux réfugiés à l'initiative du groupe EELV. Il apparaît nécessaire aujourd'hui de relancer ce processus, au vu de l'augmentation continue du nombre de victimes d'un conflit dramatique, toujours aussi éloigné d'une solution politique que militaire.

Mme Hala Kodmani explique que le grand problème à l'échelle internationale et en France est la « Syrie-fatigue » une propension à se désengager, à ne plus s'impliquer dans ce conflit en l'absence d'horizon politique. En tant que journaliste, elle a du mal à faire publier ses reportages alors qu'elle se rend régulièrement dans les zones libérées tenues par l'ASL (Armée Syrienne Libre) en Syrie.

Moyen-Orient

17

Elle dresse le tableau qu'elle constate sur le terrain : un pays divisé en « 300 » fronts mouvants, où il n'y a plus d'Etat, où, depuis trois ans, 150 000 personnes sont mortes, des milliers ont disparu, exécutées sommairement ou massivement par des bombardements (notamment) de baril de TNT, et même par armes chimiques, où la torture et les viols de guerre battent leur plein, où des millions de personnes (dont beaucoup ne sont pas recensées, car n'étant pas dans des camps du HCR), ont fui à l'étranger en Turquie, au Liban, en Jordanie, en Irak, etc... Des millions d'autres ayant quitté leurs villes et errant en Syrie au gré des déplacements des combats.

Au niveau de la situation militaire, il y a plusieurs fronts, l'armée de Bachar Al Assad avance sur certaines fronts ; les opposants sur d'autres, il n'y a rien de décisif dans les conditions actuelles. L'aviation continue à bombarder systématiquement toutes les régions des situations. Alep est sous un tapis de bombes depuis 2 mois.

Et pourtant, dans ce tableau dantesque d'horreur et de précarité, où **« un Syrien sur deux a dû quitter son logement »**, la po-

pulation, de façon étonnante, parvient, bien que les gens soient épuisés, à s'organiser notamment, dans les zones, tenues momentanément par l'ASL, des comités civiques locaux y organisent la vie, le ramassage des ordures, des écoles ou des commerces ouvrent, quitte à devoir fermer bientôt. Il y a un certain nomadisme avec des gens qui reviennent, des villages qui reprennent momentanément vie, dans la zone dont elle revient, au nord-ouest, les gens ne meurent pas de faim — plutôt de froid l'hiver dernier — et trouvent encore l'énergie pour survivre, même s'ils n'attendent plus rien et sont totalement recentrés sur la sauvegarde de la cellule familiale.

Sur le plan politique, cette population politiquement peu formée après des décennies de dictature, avait placé des espoirs dans la conférence de Genève, pensant que tous les acteurs locaux et internationaux étant autour de la même table, une solution pourrait intervenir. Face à son échec prévu, et à la « Syria-fatigue » de la communauté internationale, surtout du camp occidental, les partisans du maintien de Bachar Al Assad (Russie, Iran) poussent leur avantage en lui fournissant leur soutien diplomatique et surtout militaire. C'est l'« autre Jihad » où des milliers de combattants chiites du Hezbollah libanais, des brigades irakiennes et iraniennes, appuient le régime avec l'Iran aux commandes. Pour Hala Kodmani, un conflit pour la suprématie régionale se cristallise

en Syrie entre l'Iran et les pétromonarchies du Golfe, surtout l'Arabie Saoudite qui fournit du cash et des armes. De plus, la Coalition nationale syrienne est toujours divisée, souvent plus en raison de conflits personnels que pour des questions idéologiques.

Elle termine ce rapide tour d'horizon politique par une note plus positive, sur la Région d'Idlib au nord-ouest, où elle était le mois dernier. Cette zone a été reprise en main par l'ASL, qui en a chassé les djihadistes. Les brigades de l'ASL ont tiré les leçons de la période précédente et essaient d'améliorer la gestion des zones libérées : être plus efficace dans l'administration et la mise en œuvre des services publics en lien avec les comités locaux, être moins pesant pour la population.

Sur le plan de l'aide humanitaire et compte-tenu de l'accroissement du conflit, tout est limité et hors d'échelle face à ce désastre humanitaire. La communauté syrienne expatriée qui avait beaucoup aidé financièrement au début, n'a plus les moyens de suivre et c'est la solidarité internationale qui doit prendre le relais. Mais il faut savoir que cette aide est bien moindre dans la réalité que ce qui est annoncé. Il y a malgré tout un réel engagement du camp occidental, pour se dédouaner pense-t-elle. Les Etats-Unis sont les premiers donateurs, qui réduisent leur intervention à un appui humanitaire minimum en termes de santé, d'éducation, d'alimentation, d'aide aux victimes.



Moyen-Orient

18

Pour ce qui est de l'accueil des réfugiés, la France est seulement au 15ème rang européen. Elle a reçu 3500 réfugiés syriens depuis le début du conflit 1.

F. Hollande en octobre dernier s'était engagé à accueillir encore 500 demandeurs d'asile, loin derrière des pays comme l'Allemagne ou la Suède, qui non seulement accueillent beaucoup plus mais leur offrent aussi une insertion poussée, alors qu'en France, une fois le droit d'asile obtenu, aucun suivi, en termes de logement, d'appui financier, d'apprentissage de la langue, n'est assuré. Beaucoup de réfugiés sont à Calais dans des conditions désastreuses car le « mythe anglais » fonctionne toujours. Hala Kodmani cite même le cas de plusieurs familles, formant un groupe de 85 réfugiés, dont 45 mineurs qui se sont vus remettre à leur descente du train Gare de Lyon, un arrêté de reconduite à la frontière. Une discussion s'engage sur le sort de ces personnes qui ont « disparu »

reconduits. Même leurs noms sont inconnus. Rumeurs, inquiétude et mystère... Selon la CIMADE ce groupe pourrait avoir été « dispatché dans la nature ».

DÉBAT

Leila Aichi, membre de la Commission des Affaires Etrangères au Sénat, tient à préciser aux représentantes de Souria Houria que la classe politique se soucie réellement de la Syrie, qui n'est pas du tout une question absente des débats entre parlementaires. Elle demande des précisions pour pouvoir intervenir en faveur du groupe de réfugiés dont on vient de parler et de manière générale se tient à disposition pour aider sur des interventions en faveur des réfugiés.

Benjamin Bibas pose la question de ce qu'un parti, membre de la majorité, organisé à l'échelle européenne, pro-européen et plutôt non violent comme EELV peut faire ?

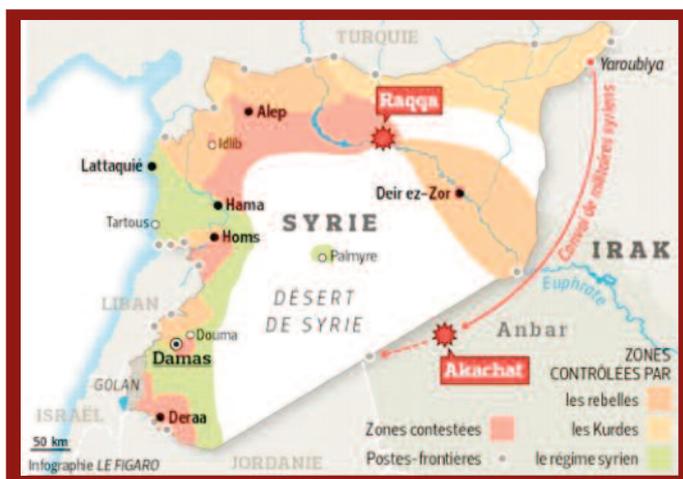
Pour **Hala Kodmani**, la priorité est d'agir pour que la Syrie ne soit pas oubliée, notamment lors de la campagne des européennes, que la question de la torture qui y sévit systématiquement reste posée, qu'EELV inter-

Françoise Alamartine, responsable de la commission Transnationale et candidate aux européennes répond qu'elle veillera à ce que cette question soit bien présente dans le débat sur les européennes.

L'autre priorité est de soutenir concrètement, en finançant, des projets civils en matière d'aide aux réfugiés, en termes d'éducation, de développement communautaire. Il y a bien sûr le soutien financier qui est essentiel mais l'aide en matière d'expertise et d'apport technique et de gouvernance est également très important.

Marie-Pierre Marchand souligne que la région PACA (à noter que l'élue en charge de la solidarité internationale est EELV) s'investit dans le camp d'Al Zaatari en Jordanie et que, lors du compte-rendu qu'elle en avait fait aux Journées d'été, elle avait insisté sur l'importance du soutien en termes d'ingénierie de projet notamment en matière économique, d'aide à la gouvernance du camp, les compétences en aménagement sont aussi nécessaires... autant de champs dans lesquels la coopération avec les collectivités territoriale peut s'exercer.

Marie Atallah (élue au conseil de Paris) précise que les collectivités territoriales, et notamment la Ville de Paris, sont obligées d'apporter leur soutien via une ONG partenaire, et que des projets concrets doivent leur être proposés. Dispose-t-on d'une liste des collectivités locales et des ONG impliquées ? Cecilia Joxe rappelle le voeu pour un soutien aux réfugiés voté à l'initiative du gr EELV Paris et que d'autres campagnes pourraient



ces derniers jours, les autorités disant ne pas savoir où ils sont, et affirmant qu'ils n'ont pas été

pelle sans relâche le gouvernement français et l'UE sur leur politique à propos de la Syrie.

Moyen-Orient

19

être proposées à la Ville. Elle rappelle l'utilité de celle qui avait été menée pour Ingrid Betancourt. Il y a aussi des initiatives comme celles de la Ville de Metz et sa coopération notamment médicale avec la région d'Alep, à l'initiative du Dr Raphaël Pitti. Cela pourrait servir d'exemple. Une coopération sur un projet avec la zone d'Idlib, dont on a parlé, avec une Collectivité locale à l'initiative d'élus EELV (notamment sur Paris) permettrait de lancer une dynamique.

Les interlocutrices de Souria Houria répondent que de nombreux projets leur parviennent (éducation, développement communautaire, travail des femmes). Elles confirment le besoin sur l'expertise et l'aide technique. Elles tiennent également à préciser qu'il y a aussi beaucoup d'autres associations qui interviennent sur ce champ et qu'il faut travailler en réseau.

Marie-Pierre Marchand propose de conclure ce point et résume les perspectives qui découlent des échanges. On a vu que le parti peut proposer, à travers ses élus et ses militants, plusieurs point d'appui sur la question du soutien humanitaire et de l'accueil des réfugiés. Il faut maintenant organiser le contact et la mise en relation avec le parti pour assurer une coordination qui permette d'être plus efficace. Hala Kodmani dit que c'est important d'avoir un point de contact, une « boîte aux lettres ». Il est répondu que le groupe Syrie a une adresse Internet et peut jouer ce rôle de mise en relation.

Abdessalam Kleiche parle de Cités Unis France, organisation

par laquelle transite une grande partie de l'aide des collectivités locales dont la majeure partie est bloquée aujourd'hui. Il faudrait creuser cette question pour voir ce qui peut être fait. Par ailleurs il tient à réagir aux propos d'Hala Kodmani quand elle dit qu'on ne meurt pas de faim en Syrie, en parlant de la rencontre récente qui s'est tenu au siège d'EELV avec des représentants du camp de Yarmouk où l'on compte 140 morts de faim.

Hala Kodmani en convient, elle parlait plutôt de la zone où elle était récemment au nord du pays.

Françoise Hoffet rappelle qu'EELV est un parti politique, pas une organisation humanitaire, et que son rôle serait plutôt de faire des propositions politiques suite à l'échec des négociations de Genève. Quelle politique soutenir en Syrie ?

Cécilia Joxe en est d'accord, et estime que ce n'est pas contradictoire avec le développement d'un appui concret. Elle demande à Hala Kodmani sur quels sujets, elle souhaiterait qu'EELV utilise sa capacité d'interpellation politique.

Hala Kodmani répond que la France doit être un moteur au sein de l'Union européenne pour l'appui au peuple syrien, qu'elle a eu des positions plutôt correctes, mais qu'il serait nécessaire de lui demander par exemple, comme l'ont fait les Etats-Unis et le Royaume Uni, de fermer l'ambassade de Syrie en France[1], dont le staff est toujours présent, ainsi que la représentante syrienne à l'UNESCO. Sur le fond, elle estime que la France, l'Union eu-

ropéenne et la communauté internationale devraient refuser de négocier avec Bachar Al Assad (« on ne négocie pas avec Hitler ») et aurait dû réagir beaucoup plus fortement quand il a annoncé qu'il se représenterait à la présidentielle. Elle déplore la capacité de propagande du dictateur, habile à se poser faussement en protecteur des minorités (chrétiens, arméniens, etc).

Compte rendu
de Constantin Fedorovsky
avec l'aide des notes
de Marie-Pierre et Anne

[1] **Sur ce point voir les précisions apportées ultérieurement par Denis Vène, sur la liste Transnat :**

Ni les Etats Unis, ni la Grande Bretagne ni la France, n'ont rompu officiellement leurs relations diplomatiques avec la Syrie (la plupart des autres pays européens aussi sauf la Roumanie par exemple) mais ils ont rappelé leurs diplomates de Syrie. Et les trois pays ont renvoyé les diplomates syriens de leurs capitales. La France se trouve confronté aux diplomates syriens à l'UNESCO dont le siège est à Paris. Seule l'UNESCO pourrait demander leur départ mais c'est évidemment contre sa philosophie. Les Syriens en poste à l'UNESCO gardent malheureusement leurs réseaux. On sait bien qu'ils ont financé des bus pour les manifestants allant à Genève II. Notre politique est la recherche d'une négociation entre les syriens des différentes oppositions, sauf la "famille" Bachar El Asad dont le départ est

RENCONTRE AVEC DES REPRÉSENTANTS DU CAMP PALESTINIEN DE YARMOUK EN SYRIE

4 avril 2014

Participants :

Témoignage de 3 réfugiés palestiniens du camp du Yarmouk,

dont Hayssam Shamlouli.

Naïla Hanna et Lana Sadeq du Forum Palestine

Citoyenneté.

Pour EELV :

Françoise Alamartine :
responsable

de la commission

Transnationale

Abdessalam Kleiche :

co-responsable du groupe

Coopération

et développement

Marie-Pierre Marchand :

co-responsable

du groupe Syrie

En préalable, est évoquée la soirée de solidarité organisée par le Forum Palestine Citoyenneté qui s'est déroulée le 29 mars dernier. Eva Joly est venue apporter sa solidarité et a déploré que le budget de l'Union européenne destiné à venir en aide aux réfugiés palestiniens de Syrie ait été diminué. Il y a un projet d'organisation d'une rencontre au Parlement

Européen pour qu'ils témoignent. Puis les 3 représentants du camp de Yarmouk, dont deux membres du groupe des « Chebabs de Yarmouk » livrent leur témoignage.

1. PRÉSENTATION ET HISTORIQUE SUR LES PALESTINIENS DE SYRIE ET LE CAMP DE YARMOUK

La présence palestinienne en Syrie

Il y a environ 600 000 palestiniens en Syrie (dont 30 000 près de Deraa, la première ville soulevée). 76% des palestiniens de Syrie vivent dans des camps. D'autres vivent hors des camps dans des situations différentes. Par exemple, il y a 30 000 palestiniens venus de Jordanie après Septembre Noir, qui sont sans papier.

On dénombre 16 camps dans l'ensemble du pays dont 11 reconnus par l'UNWRA.

Yarmouk est le plus important de ces camps en Syrie (c'est même le plus grand camp palestinien du monde). Il comptait

200 000 palestiniens avant 1970, 130 000 au début de la révolution de 2011 et aujourd'hui seulement 20 000.

Il faut revenir sur le concept de camp, qui n'est pas toujours bien connu à l'étranger : il ne s'agit pas d'un espace fermé qui n'abrite que des réfugiés palestiniens. Ainsi Yarmouk, qui est situé dans la banlieue sud de Damas, s'étend sur 3 km² et était peuplé, avant la révolution, de 800 000 personnes et fonctionnait comme une véritable ville avec notamment un grand marché (le 2ème marché de Syrie avec une forte influence notamment pendant les fêtes).

Si les palestiniens y étaient minoritaires (130 000 sur 800 000 habitants), le camp a néanmoins une forte empreinte palestinienne en raison des équipements palestiniens qui y sont concentrés (hôpitaux, écoles, centres culturels...) et des organisations qui l'animent.

Des liens historiques entre le mouvement national palestinien et les démocrates syriens

Moyen-Orient

21

Les représentants du camp de Yarmouk insistent sur les liens anciens entre la gauche démocratique syrienne et les palestiniens de Syrie, nés de leur commune résistance à l'oppression et aux dictatures. Ils font un rapide rappel de l'histoire tourmentée de la Syrie depuis l'indépendance (49 coups d'état avant la prise de pouvoir d'Hafez al Assad) et de la construction de la gauche syrienne, notamment après 67 où une nouvelle gauche s'est créée dans la région avec une scission du parti communiste. Le mouvement national palestinien implanté en Syrie a toujours soutenu la gauche syrienne et lui a apporté son expérience de la lutte et de l'organisation politique forgée par ses propres combats. Ainsi lors de la première révolte populaire syrienne dans les années 80, des militants palestiniens du camp de Yarmouk se sont impliqués et de nombreux intellectuels syriens ont trouvé refuge dans le camp, lors des grandes vagues d'arrestation de 1985 et 1986.

Pour eux, le combat est commun et est conçu comme un prolongement naturel de leur propre lutte : « la liberté des peuples dans la région est une première étape pour la libération de la Palestine ».

Le régime de Damas, quant à lui, a toujours instrumentalisé le mouvement national palestinien, attisant et jouant de ses dissensions au profit de ses intérêts géopolitiques. Ainsi, pendant longtemps, le régime soutenait le Hamas et les militants pales-

teniens proches de cette obédience avaient une vraie marge de liberté politique. Certains groupes avaient même une capacité d'entraînement militaire à l'intérieur des camps. Les militants laïcs proches de l'OLP subissaient au contraire la répression. Par exemple, un de nos interlocuteurs a été emprisonné 16 fois pour avoir protesté contre le soutien du régime au Hamas. Aujourd'hui, comme le Hamas a pris position pour la Révolution, ses militants ou proches sont aussi sur la liste noire du régime, etc...

Par ailleurs, certaines mouvances sont clairement des alliés du régime de Damas, notamment le mouvement de Ahmed Jibril, issu d'une scission du FPLP (FPLP Commandement général) sont même aujourd'hui des auxiliaires du régime dans la répression des militants révolutionnaires.

La participation des palestiniens du camp de Yarmouk, à la révolution de 2011

Ainsi, quand la révolution syrienne de 2011 a éclaté, des organisations palestiniennes du camp, notamment les « chebabs de Yarmouk », ont mis leur expérience politique au service du soulèvement et ils ont rejoint la coordination locale de la révolution. Un de nos interlocuteurs nous dit ainsi « Au début, on est sortis avec les syriens et on les a aidés politiquement, on faisait des réunions dans les quartiers alentours et on contribuait à for-

mer les gens sur les slogans, l'organisation des manifestations, les techniques de résistance non violente... ».

Leur stratégie était très claire, avec le principe de ne pas participer à la révolution à l'intérieur du camp qui doit rester sanctuarisé afin de ne pas tomber dans le piège de la propagande du Régime qui essayait de faire porter la responsabilité du soulèvement à ceux qu'il qualifie de « terroristes palestiniens ».

Par ailleurs, la position géographique du camp au centre de la banlieue sud de Damas l'a placé dans une position stratégique et le camp est devenu un lieu où les blessés et les déplacés des zones alentours pouvaient se réfugier. Grâce à ses infrastructures notamment de santé (3 hôpitaux), il a pu jouer pendant toute cette période un rôle très important dans l'organisation des secours et pour la vie quotidienne des habitants et des déplacés : activités avec les enfants (soutien scolaire et psychologique), organisation des secours et des soins, mise en culture des terrains libres pour la nourriture, etc... Ce travail était fait en lien entre les organisations civiles et politiques palestiniennes, les démocrates syriens et l'ASL.

Malheureusement, des fractions armées ont pu rentrer dans le camp sans coordination avec ses responsables, dont une s'est révélée par la suite infiltrée par le régime.



Moyen-Orient

22

Ils ont pu fonctionner comme cela pendant deux ans jusqu'au siège.

2. LA SITUATION ACTUELLE DE YARMOUK

Ils tiennent à notre disposition des éléments documentés (chiffres et documents photo et vidéo) basés sur les statistiques effectuées par une centre des droits de l'homme palestinien reconnu par Amnesty International.

Le siège de Yarmouk s'est fait en deux temps :

- Période de blocus partiel, jusqu'à un an en arrière

Les familles pouvaient encore mais de façon limitée s'approvisionner pour leurs besoins alimentaires très stricts. Dans cette période, le régime a cherché à « faire pourrir la situation » en pourchassant les militants pacifistes, les personnes qui organisaient la vie quotidienne et les secours, les intellectuels. Il y a eu de nombreuses rafles et 161 parmi les meilleurs militants civils et humanitaires du camp sont morts dans les prisons du régime. Il s'agissait de vider les camps de toute protestation civile pour donner une image dégradée du mouvement et de le pousser à la militarisation, comme le prouve le fait que les factions armées n'aient pas été inquiétées.

- Période de blocus total

Depuis un an, le siège est total

et il y a un véritable ETAT D'URGENCE : 140 personnes sont mortes de faim, sans compter le nombre de victimes des bombardements.

L'UNWRA ne peut faire entrer dans le camp que 3% des besoins alimentaires (sans parler des autres produits de première nécessité et des médicaments) : 60 à 70 paniers pour 7000 familles !

Il n'y a pas qu'à Yarmouk que le régime utilise l'arme du blocus. Mais, selon eux, c'est pour ce camp que le régime est le plus inflexible. Dans d'autres secteurs, notamment d'autres villes de la banlieue de Damas, des accords partiels ont pu être conclus pour évacuer des blessés et faire entrer de l'aide humanitaire. A Yarmouk, il y a eu plusieurs accords mais ils n'ont jamais été respectés malgré l'assurance de l'UNWRA sur la non-présence d'hommes armés. La seule fois, où des personnes ont pu sortir du camp (des blessés et 22 étudiants), ils ont été arrêtés et il n'y a plus de nouvelles d'eux. Ils pensent que le régime a une stratégie spéciale pour ce camp pour pouvoir criminaliser les palestiniens et détourner l'attention sur eux.

Les victimes palestiniennes du conflit syrien

- 2000 morts dans l'ensemble de la Syrie (dont les morts de Yarmouk)

- 2000 détenus disparus

La répression s'accroît de plus en plus : le chiffre des exécutions de détenus a triplé entre septembre 2013 et mars 2014.

Les conclusions de la rencontre

- **Rédiger un communiqué commun EELV/représentants du camp de Yarmouk,**

pour attirer l'attention de l'opinion publique et des autorités sur le scandale de Yarmouk, demander une intervention pour exiger la levée du blocus et des mesures humanitaires d'urgence (corridor humanitaire pour acheminer du ravitaillement, évacuer les blessés...).

- **Apporter l'appui du Parti**

à toutes les initiatives visant à informer sur la situation de Yarmouk et à œuvrer pour des solutions. Dans cet esprit, EELV souhaite aider les représentants du camp de Yarmouk qui veulent témoigner à travers la France et l'Europe. Cela pourrait se faire :

- au travers de l'appui du réseau EELV en France (groupes locaux, collectivités territoriales, associations proches...) si le groupe des réfugiés de Yarmouk entreprend une tournée d'information.

- en contribuant à faciliter leur liberté de mouvement à travers l'Europe (par exemple, se rendre au Parlement européen pour témoigner). Aujourd'hui, 2 d'entre eux sont en cours de procédure de demande d'asile et ne peuvent pas se déplacer hors de France : mobilisation des parlementaires sur le sujet.

- en posant à ce sujet une question parlementaire, étant donnée la contradiction entre les déclarations du gouvernement et le manque d'accueil réel sur le sol français, tant pour les visas, que pour l'absence de structures

accueillantes : logements, cours de langue, aides financières...

ANNEXE : L'UNWRA ET LES RÉFUGIÉS PALESTINIENS

(Précisions apportées par nos interlocuteurs)

Définition de l'UNWRA et de son rôle

L'UNRWA (United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East) et en français (Office des Nations unies de secours et de travaux pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient) est un programme de l'Organisation des Nations unies pour l'aide aux réfugiés palestiniens dans la Bande de Gaza, en Cisjordanie, en Jordanie, au Liban et en Syrie. Opérationnelle depuis mai 1950, cette agence de l'ONU voit son mandat (qui devait être temporaire) constamment renouvelé par l'Assemblée générale des Nations unies, en l'absence de solution politique à la question des populations réfugiées. Il a été étendu jusqu'au 30 juin 2014.

L'agence a été créée pour fournir des services sociaux, de santé et d'éducation aux quelques 750 000 personnes chassées de leurs terres à l'issue de la création d'Israël en 1948 et après la guerre de 1967 ainsi qu'à leurs descendants. Aujourd'hui, ce sont près de 5 millions de réfugiés palestiniens qui bénéficient de son aide, à l'intérieur et en de-

hors de 59 camps reconnus, en Cisjordanie, à Gaza, en Syrie, en Jordanie et au Liban et Jérusalem Est.

C'est de loin la plus grande agence des Nations unies, avec un personnel de plus de 25 000 personnes, dont 99 % sont des réfugiés palestiniens recrutés localement et œuvrant comme enseignants, médecins ou travailleurs sociaux. L'UNRWA est aussi la seule agence de l'ONU qui soit consacrée à un groupe spécifique de réfugiés. Les réfugiés palestiniens sont ainsi les seuls réfugiés au monde à ne pas dépendre du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés.

Quelque 60 % des ressources vont à l'éducation puisque 500 000 enfants fréquentent tous les jours les écoles de l'UNWRA.

Définition de l'UNRWA

Un « réfugié de Palestine » est une personne dont le lieu de résidence habituelle était la Pa-

lestine entre juin 1946 et mai 1948 et qui a perdu à la fois son domicile et ses moyens de subsistance en raison du conflit israélo-arabe de 1948. La définition de réfugié de l'UNRWA couvre également les descendants des Palestiniens qui sont devenus des réfugiés en 1948, contrairement à la notion de réfugié adopté par le HCR qui considère que le statut de réfugié ne peut s'appliquer aux descendants ; ainsi, les réfugiés palestiniens sont les seuls à bénéficier de cette notion extensive. En conséquence, le nombre de réfugiés palestiniens enregistrés est passé de 700 000 en 1950 à plus de 4,8 millions en 2014 et continue à augmenter du fait de l'accroissement naturel de la population.

<http://resistanceinventerre.wordpress.com/2014/03/10/syrie-yarmouk-pres-de-damas-camp-palestinien-population-affamee-par-plus-de-six-mois-de-siege/>



Palestine

24

SOLIDARITÉ EN FRANCE AVEC LA PALESTINE

Pour EELV, la campagne de Boycott, désinvestissements et sanctions (BDS) des produits provenant des colonies doit continuer et la circulaire de l'ancien gouvernement qui permet de poursuivre les militants engagés dans cette campagne doit être abrogée. La Ligue des droits de l'homme (LDH) s'exprime à propos de la relaxe des militants poursuivis par la Cour d'Appel de Montpellier.

Pétition adressée par le Collectif pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens à Mme Christiane Taubira, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.

**PÉTITION
COLLECTIVE :
ABROGEZ
LA LETTRE –
CIRCULAIRE
ALLIOT-MARIE !**

Mulhouse, Perpignan, Alençon... : depuis quatre ans, des hommes et des femmes sont poursuivis pour « provocation publique à la discrimination ». Ailleurs, d'autres sont convoqués par les préfetures et menacés de procès du même type. Tous risqueraient jusqu'à 45 000 euros d'amende et trois ans de prison suivant la qualification des poursuites ...

Quel crime ont donc commis ces citoyens, connus et inconnus, pour mériter une accusation aussi infamante et encourir des peines aussi lourdes ? S'être dressés contre l'occupation et la colonisation de la Palestine par Israël, et notamment contre les « crimes de guerre » voire « contre l'Humanité » que le rapport Goldstone accuse son armée – et, dans une proportion nettement moindre, des groupes armés palestiniens - d'avoir perpétrés pendant la guerre de 2008-2009 contre la bande de Gaza. S'être révoltés contre l'impunité dont jouit un État qui viole pourtant ouvertement le droit international et les résolutions des Nations unies. Et avoir décidé de prendre leurs responsabilités en appelant eux-mêmes au boycott, au désinvestissement et aux sanctions contre cette politique condamnée par la grande majorité des opinions française, européenne et mondiale.

Pour présenter, contre toute évidence, cette action citoyenne comme raciste, il aura fallu que la ministre de la Justice de l'époque, Madame Michèle Alliot-Marie, s'abaisse à inventer, en février 2010, un « boycott des produits casher » qu'aucun dirigeant, aucun groupe, aucun militant du mouvement de solidarité pour une

paix juste et durable au Proche-Orient n'a jamais prôné. Puis qu'elle exige des Parquets qu'ils poursuivent les militant-e-s pour « provocation publique à la discrimination ».

Certains d'entre nous appellent au boycott de tous les produits israéliens ; d'autres « ciblent » les seuls produits des colonies israéliennes ; d'autres encore choisissent des formes d'action différentes. Mais nous sommes tous unis pour refuser catégoriquement que les militant-e-s de la campagne internationale Boycott-Désinvestissement-Sanctions (BDS) soient accusés et jugés pour « provocation publique à la discrimination » alors qu'au contraire ils combattent toute forme de discrimination, pour le droit de tous les peuples à l'autodétermination, pour l'application à tous les États du droit international et des sanctions prévues lorsqu'ils le bafouent. Tous ensemble, nous exigeons, à la fois au nom du droit international et des libertés : le retrait immédiat des directives envoyées par la ministre de la Justice et son administration aux Parquets – non remises en cause par le nouveau gouvernement – et la relaxe immédiate de ces innocents.

Suivent les signatures de plus de 40 ONG, partis politiques et syndicats français dont EELV.

Nouvelle relaxe, il est temps d'abroger les circulaires

**Alliot-Marie
et Mercier**

Communiqué de la LDH, mercredi 21 mai 2014

La Ligue des droits de l'Homme se félicite de la relaxe prononcée par la cour d'appel de Montpellier à l'encontre des trois militants s'inscrivant dans la campagne dite « Boycott-Désinvestissement-Sanctions » (BDS) ayant fait l'objet de poursuites pour incitation à la haine raciale. Il leur était reproché d'avoir appelé au boycott des produits exportés par Israël dans le cadre d'une dénonciation de la colonisation, le 15 mai 2010, dans un magasin Carrefour.

Comme pour d'autres affaires similaires, la Ligue des droits de l'Homme réaffirme que ces poursuites étaient non seulement injustifiées mais extrêmement choquantes, l'acte de ces militants ne pouvant une seule seconde être considéré sérieusement comme une incitation à la haine antisémite. Plus généralement, la LDH refuse que toute critique de la politique des gouvernants israéliens et tout acte d'opposition aux graves violations des droits de l'Homme, dont ces gouvernants se rendent coupables depuis des années, soient taxés d'antisémitisme :

cet amalgame est non seulement insultant pour les citoyens qui émettent ces critiques mais extrêmement dangereux, y compris pour la lutte contre la haine antisémite que la LDH mène depuis son origine même.

Appliquer le droit international, c'est bien sûr respecter les droits du peuple palestinien, aujourd'hui victime d'un déni d'existence par les autorités israéliennes et la communauté internationale. C'est, d'ores et déjà, appliquer à la lettre la loi de l'Union européenne et permettre à chacun de distinguer entre les produits fabriqués en Israël et ceux fabriqués dans les colonies qui peuvent légitimement faire l'objet d'un boycott.

La cour d'appel de Montpellier confirme ainsi le refus de la justice d'être instrumentalisée. La LDH renouvelle sa demande qu'il soit retiré les circulaires dite Alliot-Marie du 12 février 2010 et Mercier du 15 mai 2012 enjoignant au Parquet d'engager systématiquement des poursuites.



Journées d'été 2014

26

Bordeaux / 21, 22, 23 août

ATELIERS DE LA TRANSNAT AUX JOURNÉES D'ÉTÉ



AFRIQUE

Bordeaux, Nantes : quelles mémoires de l'esclavage ?

Commission Transnationale, région accueillante

Bordeaux compte, avec Nantes et La Rochelle, parmi les trois grands ports français qui se sont considérablement enrichis du XVIe au XIXe siècle grâce à la traite des esclaves. Mais si Nantes a ancré le travail de mémoire dans l'espace public et les institutions municipales à travers le Mémorial de l'abolition de l'esclavage ou plusieurs salles du musée d'histoire de la ville, Bordeaux reste étrangement atone à ce sujet. De la mobilisation associative à la décision politique, qu'est-ce qui a permis la reconnaissance de cette histoire sombre à Nantes ? Que reste-t-il à faire à Bordeaux ? Une réflexion introduite par des extraits de la série documentaire "Kongo, voyage au pays de l'or noir" de Benjamin Bibas, diffusée sur France Culture en juin 2012 :

<https://soundcloud.com/radiofonies-europe/kongo-voyage-au-pays-de-lor-2>

« Négritude et écologie : autour de la figure d'Aimé Césaire »

Commission Outre-mer et Transnat

Parler de la négritude, c'est évoquer l'importance d'une culture liée à l'Afrique sans pour autant rejeter la pensée européenne. La figure d'Aimé Césaire en est un épice avec lequel Bénédicte Monville-de Cecco est familière, notamment dans son rapport avec la nature. Les échos de l'esclavage à Bristol, ville jumelée à Bordeaux, prolonge cette pensée à travers la poésie de Ralph Hoyte. La négritude passe aussi par la voix de Jean Genet et des Griots. On peut penser ainsi aux Nègres ou à Soleil O de Med Hondo. Nous débattons ainsi de l'influence de la négritude dans la pensée écologique actuelle.

La Républicaine centrafricaine : un pays au cœur d'une sous-région en mal d'écologie

Le conflit qui secoue la République centrafricaine (RCA), dans lequel l'armée française est impliquée depuis décembre 2013, est complexe. Pouvant se lire comme une tentative d'exportation des problèmes internes du Tchad vers un pays voisin très affaibli, il répond aussi à une analyse classiquement écologique des conflits : une lutte entre diverses puissances étrangères plus ou moins éloignées pour l'appro-

priation des ressources naturelles du pays (pétrole, diamants, riche sous-sol forestier, eau...). Comment sortir de cette spirale guerrière ? La RCA se situe au cœur de l'Afrique centrale, sous-région où nombre de mouvements écologistes émergent afin que les ressources naturelles soient gérées durablement au profit des populations, et non pillées au profit de puissances politiques et économiques externes. Dialogue avec des responsables de ces mouvements.

Mali : notre but était de gagner la paix, qu'en est-il un an et demi plus tard ?

Pour EELV, le plus difficile dans une intervention militaire, c'est de gagner la paix, c'est à dire que s'installe un régime démocratique, que se mette en place un développement soutenable élaboré par les populations, pour les populations. Au Mali, si le conflit semble terminé, les infrastructures reconstruites, comme les écoles et les centres de santé, grâce aux aides internationales et à l'APD française, des informations inquiétantes nous parviennent. Un premier ministre démissionne, des mouvements paysans s'opposent à l'accaparement de leurs terres, un début de famine touche le pays... Qu'en est-il exactement ?

Journées d'été 2014

27

Il semble important de pouvoir analyser la situation aujourd'hui oubliée des médias mais dans laquelle nous sommes fortement impliqués.

AMÉRIQUE LATINE

**Les Peuples, c'est nous !
Intégration
continentale
en Europe
et en Amérique Latine.
Défis d'aujourd'hui,
garanties d'avenir.**

*Commission Transnationale,
Commission Europe,
Sergio Coronado*

En Amérique Latine, l'intégration a été prise par des militants du « camp populaire » comme base pour le développement. Elle s'est concrétisée avec le refus de l'ALCA¹, la mise en marche du Mercosur, de l'UNASUR et de la CELAC. Le défi latinoaméricain: se libérer des lobbies extractivistes.

En Europe, l'intégration est une réussite pour la démocratie et pour la paix. Pourtant, l'intégration, base de la construction d'une identité commune, n'a pas été soutenue par la militance progressiste en général (sauf par les écolos!). Le défi européen : incorporer le concept d'intégration dans la citoyenneté, particulièrement chez les acteurs politiques.

Le but de cet atelier est de créer un groupe de travail sur l'identité européenne et d'établir des coopérations entre organisations politiques et sociales, écologistes et progressistes.

ASIE

**Environnement
et société civile en Asie**

*Groupe Asie de la commission
Transnationale, André Gattolin,
sénateur des Hauts-de-Seine
et François-Michel Lambert.*

Alors que plus de la moitié du monde vit en Asie, le développement de nombreux pays de la région risque de se faire au détriment de la protection de l'environnement et d'une consommation non-soutenable des ressources. Le développement "écologique" de l'Asie (Inde et Chine en particulier) est une nécessité vitale pour toute la planète. Dans plusieurs pays (Tibet, Chine, Birmanie, Inde, Indonésie, Thaïlande, Cambodge, Malaisie, etc.) la société civile s'organise elle-même pour défendre son environnement, et par la même, ses droits fondamentaux. L'émergence d'une démocratie environnementale dans ces pays doit être soutenue et peut servir d'exemple ailleurs, y compris dans les démocraties des pays "développés".

MOYEN ORIENT

**Palestine
Urgence d'agir
pour une Jérusalem
partagée**

*Commission transnationale,
Jacques Picard: conseiller
régional d'Île-de-France.*

Le Statut de Jérusalem-Est est un des enjeux majeurs pour la paix entre Palestiniens et Israéliens. Occupé militairement en 1967 et annexé en

1980, Israël mène sur ce territoire une politique de colonisation et de harcèlement à l'encontre des palestiniens: démolition et confiscation de maisons, retrait du droit de séjour, restriction à la circulation, déficit de services publics, impossibilité de vivre en famille, pression permanente pour leur expulsion. La politique de judaïsation vise aussi à anéantir la dimension chrétienne et musulmane de la ville. Comment freiner cette politique condamnée par l'ONU et toute la communauté internationale ? Des lieux de résistance et de solidarité se manifestent. La coopération entre villes et régions françaises avec Jérusalem-Est peut-elle être un moyen de soutenir la présence et le droit des palestiniens d'exister dans cette ville.

EUROPE RUSSIE

**Comment comprendre
la dynamique de la Russie ?**

*Commission Transnat
et commission Europe*

Al'évidence, nous observons un regain de la politique extérieure russe, présente dans tous les grands dossiers internationaux. Cet atelier a pour objectif de comprendre les dynamiques internes de la Russie et sa stratégie à l'échelle internationale.

AG DE LA COMMISSION TRANSNATIONALE

Jeudi 21 août 2014
9h / 10h30

Planète Verte

Imprimée en juin 2014

Pour toute information sur la commission Transnationale d'Europe Écologie Les Verts,
rendez-vous à l'adresse suivante :

<http://transnationale.eelv.fr>

Responsable de la commission :

Françoise Alamartine
0637324246
francoise.alamartine@wanadoo.fr

Groupe Afrique - co-responsables :

Benjamin Bibas : benjamin.bibas@noos.fr
Agnès Joignerez : agnezjoi@yahoo.fr

Groupe Amérique Latine - co-responsables :

Nathanael Legeard : nathanael.legeard@gmail.com
Gilles Seignan : gilles.seignan@laposte.net

Groupe Asie :

Benjamin Joyeux : benjaminjoyeux@gmail.fr

Groupe Coopération et développement - co-responsables :

Abdessalam Kleiche : abdessalam.kleiche@gmail.com
Christine Surdon : ch.surdon@gmail.com

Groupe Maghreb :

Zine-Eddine MJATI : mjatize@yahoo.fr

Groupe Moyen Orient :

Cecilia Joxe : ceciliaj@noos.fr

Sous-groupe Syrie :

Marie Pierre Marchand : eelv-syrie@laposte.net

Groupe Russie

Anne Rio : anne.rio@gmail.com

